

Europe

DES LENDEMAINS TRÈS INCERTAINS EN TCHÉQUIE

André Kapsas

25/04/2020

La Fondation s'associe au Courrier d'Europe centrale pour proposer un dossier spécial sur « L'Europe centrale face au coronavirus ». Dans ce troisième volet et après l'analyse du cas hongrois et du cas polonais, retrouvez le décryptage d'André Kapsas, correspondant à Prague, sur la situation en Tchéquie qui fait face à l'épidémie de Covid-19. Si cette dernière y semble contenue, la crise économique, elle, ne fait que commencer. Dans ce pays industriel ultra-intégré à l'économie mondiale, la catastrophe sociale risque de faire plus de mal que la crise sanitaire. Le gouvernement sera-t-il à la hauteur pour transcender le modèle économique actuel ?

Cet article, publié sur le site du [Courrier d'Europe centrale](#) le 23 avril 2020, vous est proposé en accès libre. [Abonnez-vous](#) au Courrier d'Europe centrale pour vous tenir informé, pour accéder à 5000 articles en archives et pour soutenir le média francophone de référence sur la région !

C'est incontestable, la Tchéquie et les autres pays d'Europe centrale ont jusque-là bien résisté à l'épidémie causée par le coronavirus. Mais Petr Koubský, journaliste scientifique au journal tchèque *Deník N*, met en garde contre tout surcroît de confiance : la « quarantaine nationale » a permis de s'acheter du temps et le pays est aujourd'hui mieux préparé, mais il est trop tôt pour crier victoire. Et surtout, il rappelle : « Cela a un coût très élevé et tout le monde va le payer pendant longtemps. Le ralentissement économique qui a déjà commencé ne va se faire sentir pleinement que plus tard. Une chaîne de dommages économiques et sociaux dont nous ne connaissons pas encore tous les rouages a débuté ».

Il est vrai que des mesures musclées introduites à temps et un certain volontarisme de la population ont peut-être évité que le coronavirus ne provoque une hécatombe en Tchéquie. Au 23 avril 2020, quelque 7000 personnes avaient été testées positives au Covid-19 et seules 210 d'entre elles y avaient succombé, pour une population totale d'un peu plus de dix millions d'habitants. À titre de comparaison, cela représente un taux de décès (pour 100 000 habitants) seize fois inférieur à celui de la France. Avec la baisse du nombre de nouveaux cas quotidiens, le

gouvernement tchèque a donc dévoilé la semaine dernière un plan de détente progressif des mesures de confinement, avec pour objectif la levée complète des restrictions d'ici au 8 juin prochain. Si l'opposition au chef du gouvernement Andrej Babiš reconnaît elle-même que la crise a été – jusque-là – plutôt bien gérée au niveau sanitaire, les retombées économiques risquent, elles, d'être beaucoup plus douloureuses.

Avec un fort secteur industriel, qui représente un tiers du PIB et des emplois ancrés dans la chaîne de montage mondiale, une main-d'œuvre relativement précaire et une population économiquement fragile, la société tchèque fait face à des lendemains plus qu'incertains.

Un impact inévitable

« Nous voulons que l'économie tourne », répétait en boucle le Premier ministre Andrej Babiš, du parti ANO, alors que la pandémie menaçait le pays début mars 2020. « Que les gens aillent au travail et puis qu'ils restent à la maison en famille », conseillait-il alors. Ainsi, quand les écoles, les commerces et les restaurants étaient tenus de rester portes closes, aucune mesure de restriction n'a été imposée aux secteurs de l'industrie et de la construction. Usines et chantiers ont donc pour beaucoup continué à tourner.

Si certaines usines ont pu tirer profit de l'arrêt de la production dans d'autres pays européens pour augmenter leur propre production, d'autres ont dû se mettre à l'arrêt à cause des interruptions dans la chaîne de montage mondiale. C'est surtout vrai de l'industrie automobile – dont des constructeurs comme Volkswagen (à qui appartient la marque d'origine tchèque Škoda), Toyota et Hyundai emploient directement plus de 100 000 travailleurs – qui s'est mise à l'arrêt de son propre chef par décision des quartiers généraux européens. Elle ne devrait reprendre ses activités en Tchéquie qu'à la fin du mois d'avril 2020. Signe de l'importance du secteur automobile, les concessionnaires ont été parmi les rares commerces à pouvoir profiter de la première phase de levée du confinement et rouvrir leurs portes, le 20 avril dernier.

La coalition gouvernementale de centre-gauche dirigée par les populistes d'ANO et composée des sociaux-démocrates (ČSSD), et qui compte sur le soutien du Parti communiste (KSČM) au Parlement, a aussi choisi une stratégie misant sur la protection des emplois. Avec son programme « Antivirus », l'État prend en charge 80% des salaires des employés au chômage partiel, en plus d'offrir une certaine garantie pour les prêts aux entreprises. Après moults tergiversations, le gouvernement s'est aussi décidé à aider les travailleurs précaires, comme les indépendants, en leur offrant une aide financière directe. En tout et pour tout, 272 milliards de couronnes tchèques (près de 10 milliards d'euros) ont été dégagées en aides directes par le gouvernement pour le moment,

qui augmente ainsi ses dépenses de près de 20% pour 2020.

L'économie tchèque a connu un fort ralentissement depuis la mi-mars 2020, mais grâce à ces mesures aucun afflux massif de chômeurs ne s'est produit dans l'immédiat en Tchéquie, un pays qui pouvait se targuer du plus bas taux de chômage de l'Union européenne avant la crise, autour de 2%. Il faudra attendre les résultats d'avril 2020 pour avoir un meilleur aperçu de la situation, mais l'impact de la crise semble d'ores et déjà inévitable. Selon Danuše Nerudová, économiste siégeant au Conseil de crise du gouvernement, le chômage devrait doubler dans les prochains mois, alors qu'une baisse de 8 à 10% du PIB est attendue pour cette année. Certaines de ses caractéristiques la rendent particulièrement vulnérable à la crise économique qui frappe le monde. Avec un fort secteur industriel, qui représente un tiers du PIB et des emplois ancrés dans la chaîne de montage mondiale, une main-d'œuvre relativement précaire et une population économiquement fragile, la société tchèque fait face à des lendemains plus qu'incertains.

Paupérisation et précarité

Pour les couches les plus pauvres de la population tchèque, la pandémie fait déjà mal et la crise économique risque de creuser les inégalités. En effet, selon les premiers sondages réalisés fin mars 2020, près de 40% de la population n'a pas d'économies suffisantes pour survivre un mois sans revenu. Selon les premiers sondages réalisés, toujours fin mars, un ménage sur sept disait avoir déjà vu ses revenus fondre de plus de la moitié. Selon le sociologue Daniel Prokop, interrogé par Hospodářské noviny, « les gens qui étaient déjà parmi les plus pauvres avant la crise sont les premiers à perdre leur revenu. C'est logique, puisqu'ils travaillent plus souvent dans des emplois précaires, ou sur des contrats à court terme, ou bien ils étaient endettés et travaillaient au noir, parfois il s'agit de mères célibataires ». Il se montre critique des mesures gouvernementales qui, selon lui, n'aident pas suffisamment les plus faibles qui sont pourtant ceux qui subissent la crise le plus violemment. De plus, avec l'arrêt des aides aux travailleurs indépendants une fois le confinement terminé, ceux-ci seront livrés à eux-mêmes, sans droit aux allocations pour chômeurs. Plus de 350 000 ont déjà demandé une aide d'urgence et le ministère des Finances estime qu'ils sont environ 700 000 à pouvoir y prétendre.

La crise actuelle dévoile certaines des failles du système économique tchèque, qui peine à résoudre certains de ses problèmes structurels. Ainsi, la forte imposition du travail fait particulièrement mal aux PME et a mené à un contournement des lois au profit d'un système baptisé le *švarcsystém*. Toléré par les autorités, ce système transforme les salariés en travailleurs indépendants. L'entreprise ne paie pas de charges et l'employé, même s'il doit les payer, garde plus en poche à la fin du mois. Le hic, c'est que ces « employés » au rabais ne bénéficient d'aucune

protection sociale et que ce système réduit les contributions patronales au système social. En ces temps de crise, les PME ont donc plus de mal à garder leurs salariés tandis que celles pratiquant le *švarcsystém* peuvent s'en débarrasser facilement. Et les employés, autant les vrais que les faux, vont trinquer.

L'Europe devrait oublier le Pacte vert et se concentrer sur le coronavirus (Andrej Babiš)

Un nouveau départ ou une marche arrière ?

Avec la crise économique, le gouvernement devra faire plus que remédier aux effets immédiats par ses aides sociales et il semble conscient de l'ampleur de la tâche. Le 20 avril dernier, il s'est d'ailleurs dégagé une plus grande marge de manœuvre en annonçant qu'il creuserait son déficit public de 4 milliards d'euros supplémentaires, pour un total de 12 milliards pour l'année 2020 (4,5% du PIB).

La question est de savoir comment il compte l'investir. Des PME se plaignent de ne pas avoir accès aux prêts promis et certains signes laissent à penser que le gouvernement d'Andrej Babiš – lui-même un entrepreneur milliardaire – donne priorité aux grandes entreprises. Autre inquiétude : l'avenir du Pacte vert européen, le plan de transformation écologique de l'Union européenne qu'Andrej Babiš a accepté à contre-cœur plus tôt cette année.

Ce dernier n'a pas tardé à proposer d'y mettre un terme : « L'Europe devrait oublier le Pacte vert et se concentrer sur le coronavirus ». Son ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports, Karel Havlíček, n'a pas **dit** autre chose : « Revenons tous sur terre et laissons tomber ces idées qui de toute façon ne sont pas réalisables : la baisse de 55% des émissions de CO₂ d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990. Prenons les sommes énormes qui ont été allouées par les fonds structurels européens et allouons-les au renforcement de l'économie attaquée par le coronavirus. Nous allons le faire sans pitié et nous n'allons pas fléchir devant la Commission européenne. »

Beaucoup en Tchéquie espèrent faire de cette crise une occasion de s'extirper d'un modèle économique fondé sur une main-d'œuvre bon marché et corvéable et sur un secteur industriel à faible valeur ajoutée, pour enclencher le virage énergétique. En investissant dans les régions touchées par la sortie du charbon et en privilégiant l'aide aux PME des secteurs novateurs, le gouvernement permettrait de soutenir l'emploi pendant la crise et d'entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle. Avec la nouvelle sécheresse qui s'annonce particulièrement sévère cette année dans la région, l'État devra de toute façon revoir son modèle agro-alimentaire et développer de nouvelles infrastructures pour gérer ses réserves d'eau.

Le député du Parti pirate Mikuláš Ferjenčík, interrogé par le [Deník Referendum](#), compte parmi eux : « à moyen et à long terme, il faut se concentrer sur la transformation de notre économie vers un modèle durable et plus vert. Nous devons nous occuper de la structure de l'agriculture, régler le problème de la sécheresse et les autres conséquences des changements climatiques, transformer le secteur énergétique ». Mais il craint que « le gouvernement ne s'efforce plutôt de maintenir les usines d'assemblage et le fonctionnement actuel de l'économie. » Andrej Babiš, l'homme d'affaires qui a fait fortune, peut-il surprendre ?